

A la suite des impressions recueillies au cours de mon voyage et des entretiens que j'ai eus avec les leaders arabes, je suis arrivé à un certain nombre de conclusions, dont la plus importante est peut-être la suivante: nos relations bilatérales à long terme avec les pays arabes peuvent et doivent être poursuivies indépendamment du conflit au Moyen-Orient, conflit qui, par le passé, a pu nous masquer les conditions favorables à l'accroissement et au renforcement de nos relations avec cette partie du monde.

Ma visite a largement confirmé l'utilité des contacts personnels établis et, pour ma part, j'attache beaucoup d'importance aux échanges que j'ai eus avec mes différents hôtes, non seulement sur des sujets bilatéraux mais aussi sur la position de leurs gouvernements face aux questions régionales et multilatérales. Je suis ravi que tous mes homologues des capitales visitées aient accepté mon invitation de se rendre au Canada et j'attends avec impatience l'occasion de leur rendre l'aimable hospitalité qu'ils ont si chaleureusement accordée à toute notre délégation.

Même si j'ai consacré la plus grande partie de mes remarques aujourd'hui aux relations du Canada avec les quatre pays arabes que j'ai visités en janvier, point n'est besoin de vous rappeler que les rapports du Canada avec le monde arabe sont, évidemment, beaucoup plus vastes. Par exemple, nos relations avec les Etats du Maghreb sont bien établies et nous avons des consultations régulières avec les trois pays de cette région.

En outre, depuis une bonne dizaine d'années, nous avons mis en oeuvre plusieurs programmes de coopération technique et économique avec la Tunisie, programmes qui comptent maintenant parmi les plus importants mis en place en Afrique francophone. De plus, afin de promouvoir le large éventail de relations politiques, économiques et culturelles entre nos deux pays, une commission mixte Canada-Tunisie a été créée en 1968. Les membres de ce mécanisme de consultation intergouvernementale se réunissent une fois l'an, alternativement à Ottawa et à Tunis. La dernière session annuelle a eu lieu à Ottawa, il y a moins de trois semaines.

Egalement, nous collaborons étroitement avec le Gouvernement de l'Algérie afin de découvrir de nouvelles formes de coopération économique et industrielle et les perspectives d'un programme semblable avec le Royaume du Maroc sont encourageantes. Nous explorons avec ces gouvernements la possibilité d'un projet de coopération tripartite en vue du développement des ressources naturelles des pays du Maghreb.

Nos efforts en vue de nouer des liens bilatéraux plus étroits avec les pays du Maghreb sont facilités du fait que nous avons une langue en commun. En effet, le français est la deuxième langue de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc. Le Canada est donc particulièrement bien placé pour assurer la mise en place de programmes de formation dans le domaine des communications destinés à des jeunes stagiaires de la Tunisie et du Maroc, grâce aux installations de Radio-Canada.